

Edito

Les Burkinabè développent deux attitudes négatives face aux élections. Il y a ceux qui sont indifférents par ignorance ou par dépit et ceux qui par choix conscient et irrévocable considèrent que le vote ne peut en aucun cas produire le bon changement. Notons que ceux qui sont indifférents ne se mettent pas forcément en marge du processus électoral. Nombreux parmi eux y participent mais sans aucune conviction propre. Cette masse critique est bien évidemment la cible privilégiée des partis politiques intéressés par leurs voix. Ils considèrent que la politique est un jeu auquel on peut participer sans conséquence. Au nombre des indifférents, on dénombre aussi ceux qui ne croient plus en la politique considérant que les partis sont tous les mêmes. Ils ne leur accordent aucune crédibilité et préfèrent donc vaquer à leurs occupations le jour des élections. Parmi eux, on dénombre ceux qu'on appelle les intellectuels, c'est-à-dire ceux qui ont été à l'école du blanc et qui ont pu se faire une situation dans l'administration publique ou dans le secteur privé. Toutefois, l'indifférence de ces hommes et de ces femmes n'est qu'apparente, ils restent sensibles aux variations de la température sociale et sont intéressés par le changement dans lequel ils appréhendent la perspective d'un meilleur être.

Les Burkinabè à l'école de la citoyenneté

Par Germain B. NAMA

Dans la configuration actuelle de la vie politique au Faso, il y a ceux qui prônent la continuité et ceux qui aspirent au changement. Les militants de la continuité sont motivés par le souci de préserver leurs intérêts. Ils ont de bonnes raisons de se mobiliser pour convaincre le plus grand nombre de Burkinabè à voter pour la continuité. Et ils ne manquent pas d'arguments électoraux pour cela. Par contre ceux qui prônent le changement ont un problème. C'est le scepticisme ambiant chez les Burkinabè. Il se trouve que ceux mêmes qui prônent le changement alimentent ce scepticisme par une sorte d'incapacité à trouver la bonne stratégie qui conduit à ce changement. Beaucoup de Burkinabè sont en effet désespérés par l'absence de front commun qui a pourtant fait ses preuves ailleurs. On l'a vu au Niger ou le Tout sauf Tandja a fini par avoir raison de son pouvoir dictatorial mais on l'a surtout vu au Sénégal qui a démontré de fort belle manière que le changement est possible quand l'intelligence politique est au service de l'intérêt général. Au Burkina, on n'en est pas encore là mais rien n'est perdu. Le peuple des électeurs demeure l'unique titulaire de la souveraineté. Par l'exercice de leur droit de suffrage, il peut réussir là où les chantres du changement ont failli. A condition de mettre en avant la conscience et la responsabilité et non la redevabilité ethnique ou partisane. Le 2 décembre prochain, les Burkinabè sont appelés à faire un choix citoyen. Plus nombreux ils sortiront, plus éloquent sera leur choix ■

DERNIER SONDAGE

P.4-5

Les intentions ont évolué

A OUAGA

Le CDP et l'UPC se tiennent dans un mouchoir de poche

A BOBO DIOULASSO

L'UPC fait une percée, le CDP perd des points mais reste toujours en tête

Sondage exclusif L'Événement-Index/BF avec projection de sièges de députés dans les deux villes



Fin de campagne heurtée

- Achat de cartes d'électeurs à des fins inconnues
- Rixes sur le terrain avec des meetings empêchés à Tansarga, village de Yonli

Le CDP indexé

P.3

Cashfast

LOCAL MONEY TRANSFER

UBA

United Bank for Africa

Transfert rapide d'argent à travers le Burkina à partir de 500Fcfa!

- Rapide
- Fiable
- Moins cher



▾ Généralité

UBA CashFast est le produit de transfert rapide d'argent disponible dans tout le réseau d'agence de la BIB à travers le Burkina Faso.

▾ Les avantages

- Sécurité : Les cartes à gratter empêchent le piratage de la transaction ;
- Rapidité : La transaction peut être bouclée en deux secondes ;
- Pas de restriction : Le produit est ouvert aux titulaires de compte ou non titulaires.

▾ Conditions pour envoyer de l'argent

- Avoir une pièce d'identification valide (passeport, carte d'identité, permis de conduire) ;
- Remplir un formulaire d'envoi ;

■ Afrique

■ Londres

■ New York

■ Paris

Que fait le CDP avec les cartes d'électeurs photocopiées ?

Par Newton Ahmed BARRY



Le Staff du Boukhiémdé avec Hubert Yaméogo

C'est le CDP qui est pointé du doigt. Dans plusieurs villes, les militants du parti majoritaire ont été pris marchandant les cartes d'électeurs, contre argent ou contre gadget. L'alerte est venue de l'UNDD à Koudougou.

La nouvelle a pris le pays comme une traînée de poudre. D'abord dans un arrondissement de Ouagadougou, où des jeunes commis par le CDP ont installé une sorte de bureau de recensement jusque dans les provinces à l'intérieur du pays, où c'est parfois le porte-à-porte pour récupérer les cartes d'électeurs.

A Koudougou, l'UNDD de Hermann aurait pris une vieille femme la main dans le sac. Venue faire la photocopie des cartes d'électeurs, elle a été appréhendée, par des militants UNDD qui la filaient. On aurait trouvé avec elle environ 16 cartes d'électeurs. Interrogée, elle a expliqué avoir agité pour le compte du CDP. On a retrouvé avec elle des cartes de vieilles personnes, sympathisantes du parti de Hermann. Le propriétaire d'une carte reçoit 500 f cfa. Sa carte est photocopiée et elle lui est ensuite restituée. Selon les éléments de l'UNDD qui ont mené l'opération, le CDP donnerait en réalité 5000 f cfa par carte. Ce sont les intermédiaires qui mettent la différence dans la poche.

A Koudougou, toujours, le représentant de l'UPC a lui aussi fait le même constat. Mais dans une autre variante. Selon le constat de Abdou Ouédraogo chargé du contentieux à l'UPC, les cartes d'électeurs sont récupérées, photocopiées et le numéro de la CNIB est aussi relevé. Les émissaires du parti de François Compaoré procéderaient de la sorte, en promettant du travail aux personnes ainsi recensées, dès les élections terminées, si évidemment elles ont voté pour le CDP. Le représentant de l'UPC signale par ailleurs,

que d'autres individus feraient le porte-à-porte pour récupérer les cartes d'électeurs, moyennant promesse d'une ration de riz. Il a rapporté le cas d'une de ses connaissances, au secteur 04 (quartier nouvellement loti de Koudougou, non loin du nouveau siège du Gouvernorat). En l'absence de la dame, un individu se serait présenté à son domicile et demandé à sa fille de lui remettre la carte d'électeur de sa mère pour qu'il aille lui rapporter un sac de riz. La fille, innocente, s'est exécutée. L'individu a disparu avec la carte. Que va-t-il en faire ? Est-il possible d'en user et dans quelles conditions, le jour du vote ?

Le CDP s'en défend et s'explique

Hubert Yaméogo, que nous avons rencontré le 27 novembre vers 19 heures à la sortie d'un meeting de quartier au secteur 3 de Koudougou, nous en donne une autre lecture. Le directeur de la campagne CDP du Boukhiémdé explique qu'il s'agit d'une initiative personnelle d'un jeune chargé de distribuer des gadgets du parti. « Pour nous montrer sa bonne foi, nous a-t-il dit, notre jeune militant relève le numéro des cartes d'électeurs des bénéficiaires. Ainsi, il est sûr que ceux qui reçoivent les gadgets sont des électeurs potentiels et puis vis-à-vis de nous, il peut montrer des preuves qu'il a effectivement distribué les gadgets ». Quand nous lui faisons savoir que l'UNDD s'en inquiétait, lui qui venait juste de prêcher « la non violence à ses militants » en insistant en recommandant même ; « de refuser la provocation et de ne surtout pas répondre à la provocation, parce qu'on devait comprendre l'amertume de ceux qui n'ont pas le pouvoir », s'empare : « L'UNDD a perdu la tête ».

L'explication de Hubert Yaméogo ne lève cependant pas toutes les zones d'ombres de cette affaire. Premièrement, il s'agirait de récupérer les cartes d'électeurs contre argent et

non contre gadgets de campagne. Ensuite, l'opération n'est pas isolée. Elle n'est pas le fait d'un militant scrupuleux, soucieux de justifier la bonne exécution d'une mission à lui confiée, mais organisée, sur l'ensemble du territoire. A Ouagadougou, le même phénomène a été observé idem dans d'autres provinces.

Est-il possible de frauder avec la biométrie ? Des informations que nous avons eues de la CENI, il n'est pas possible de voter avec une photocopie de carte d'électeur. Et si les responsables des bureaux de vote sont complices ? Dans ce cas peut-être, mais encore faut-il que cela échappe aux scrutateurs de l'opposition. Et si dans un bureau de vote il n'y a pas de représentants de l'opposition, comme c'est parfois le cas, ou si le seul de l'opposition présent a été corrompu ? Dans ce cas, c'est fort possible. Le système biométrique actuel n'est donc pas à 100% viable. En effet, l'électeur se présente muni de sa carte et c'est au vu de la ressemblance des photos que l'intéressé est autorisé à voter. Les emprunts digitales ne sont pas prises au moment du vote. Et d'après le spot de la CENI qui est actuellement diffusé, pour expliquer le vote, les agents au bureau de vote, n'exigent pas, en plus de la carte d'électeur, le document qui a servi à l'établir.

S'il ya des complications au niveau des agents des bureaux de vote, il est donc possible de frauder. Pour ces élections, le mode de désignation des membres des bureaux de vote a changé. Ce ne sont plus les CECI, qui sont le plus souvent inféodées au parti au pouvoir, qui les recrutent. Ils sont choisis sur appel à candidature. Certains peuvent encore passer les mailles du filet, mais il semble qu'environ 95% des recrues sont fiables et crédibles. Mais il reste les 5%. Les CECI qui affectent les recrues savent bien dans quel bureau de vote, ces derniers officient.

Que fait la CENI ?

Le Secrétaire général que nous avons joint en fin de matinée du 28 novembre, dit avoir été informé la veille. Il a rendu compte au président. « Mais comme il est tiraillé de toutes parts. Il n'a pas encore donné de conduite à tenir ». Mais que font les procureurs ? Ceux de la ville de Ouaga, de Koudougou et de Ouahigouya où le phénomène a été signalé ? Celui de Koudougou, que nous avons pu joindre, dit avoir ordonné une enquête, non pour la ville de Koudougou, mais pour une affaire semblable dans un village. Il attendait l'autorisation de sa hiérarchie pour nous en parler. Il faut pourtant une prompt réaction de la justice. Ne rien faire dans une situation qui se délite à vue d'œil pourrait être source de graves troubles et justifier à posteriori des contestations dures.

A 72 heures des votes :

La liste définitive dédoublée serait prête. Il ne resterait plus que l'affichage dans les bureaux de vote. Combien d'électeurs après l'opération de dédoublement ? Pas d'information officielle, laissant la place à toutes les conjectures. Et cette affaire d'achat de carte d'électeur n'est pas pour installer la quiétude ■

dissuadé formellement de le faire». Pourquoi certains s'adonnent-ils à cela ? Certains ont leur explication « C'est simple. Selon moi si on récupère ta carte et qu'on enregistre ton nom c'est une forme de sondage que les partis font pour savoir à peu près s'ils auront la chance de remporter le scrutin le jour de l'élection. Ce nombre est déduit du nombre total d'inscrits. Si par exemple 1000 personnes se sont fait enrôler, il suffit de recueillir 500 cartes pour être sûr que la victoire sera à la faveur de telle ou telle personne », croit savoir Léonard ilboudo, nouvellement débarqué de Ouaga ■

Michaël Pacodi,
envoyé spécial dans le Nord
pacomik@yahoo.fr

Humeur de la campagne

On dit beaucoup de choses sur les couplées à venir. On en espère certainement beaucoup aussi. Le CDP et la nouvelle équipe dirigeante surtout. On n'a jamais vu un parti de cet âge, se présenter à une élection avec une mue d'une telle ampleur, opérée trop près de l'échéance. On ne le dit pas assez, mais ceux qui subissent le plus de pression ce sont les nouveaux dirigeants du CDP, particulièrement François Compaoré. Depuis le 4 mars 2012, c'est lui, quoiqu'il s'en défende, le réel patron du parti. Le résultat du 2 décembre, sera avant tout le sien. C'est pourquoi il y a une telle effervescence autour de lui et du parti.

L'opposition qui a toutes les cartes entre ses mains et surtout le dernier venu, l'UPC, pour ne pas le nommer, sont aussi dans une attente fébrile. Ce qui est certain, au moment où s'achève la campagne, c'est que la redistribution des cartes se fera en son sein.

Il faut s'attendre à un nouveau chef de file de l'opposition mais peut-être pas encore à une situation de majorité. Elle n'a pas œuvré pour cela.

Les burkinabè aussi, dans leur immense majorité voudraient bien en finir avec le statu quo qui ne fini plus de durer. Ces dernières années et particulièrement, depuis 2011, ils ont

L'enjeu des couplées

Par Newton Ahmed BARRY

montré qu'ils se sont affranchis de la peur des gouvernants. Vont-ils traduire cette émancipation dans les urnes ? C'est un enjeu qui va augurer de l'avenir immédiat de notre démocratie. Si le peuple traduit son sentiment intérieur dans son vote, alors l'expérience démocratique actuelle est sauvée des eaux. Si c'est le contraire qui se produit, les partisans du chef de l'Etat riront, mais il n'est pas évident qu'ils aient le temps de sécher la larme du bonheur. S'il n'y a pas une nouvelle espérance, l'horizon bouchée, bouchera l'avenir des vainqueurs. Cette démocratie au service des mêmes, se sabordera dans le tombeau de la vanité égoïste.

L'expérience démocratique actuelle a été exceptionnelle. Elle a duré plus que les autres. Elle n'a pas pu, cependant, se défaire de la commune maladie qui a emporté les précédentes. La préférence pour les mêmes et toujours. Un jeu dans lequel le même triomphe toujours, n'est plus un jeu.

Les trois graves crises de cette décennie l'ont montré à souhait. C'est quand il y a ouverture, association des autres que la tension sociale retombe, que le système survit. Il faut arriver à institutionnaliser cette inclusion. Elle ne doit plus survenir comme une faveur. Si le 2 décembre, c'est encore le statu quo, à la prochaine crise, ce sera la réponse des manifestants du 3 janvier 1966 à Maurice Yaméogo. « On ne veut plus que tu renonces à l'abattement salarial. Il faut partir ».

Cette démocratie qui n'aura pas su leur faire le « pont », les gens n'en voudront plus.

Surtout que dans l'ivresse de la victoire, actuellement ardemment recherchée, on pense déjà à remettre sur le tapis, le fameux article 37 de notre Constitution. François Compaoré a rappelé sa préférence, celle de son frère sans doute aussi, pour le référendum. Ce système, comme tous les autres de son acabit, sait faire le plus facile : « apprendre à gagner seul ». Il ne se laisse jamais gagner par le difficile : « le partage et le sens de la renonciation ».

Aux urnes donc, citoyens !

ACHAT DE CARTES D'ÉLECTEURS

On en parle aussi à Gourcy

Les femmes électeurs sont l'objet de harcèlement à Gourcy. Contre une modique somme, certains veulent leur acheter leurs cartes d'électeur. L'information fait débat au « Kiosque RFI » de la ville où se retrouvent les jeunes de toutes obédiences politiques. En cet après-midi du mardi 27 novembre, c'est le sujet des joutes. Pour Sidiki Traoré, militant UNIR/PS : « l'heure est grave. J'ai entendu dire que des gens achètent des cartes d'électeurs des femmes

surtout. Mais à quelle fin ? Je n'en sais rien. Je me demande pourquoi les gens cherchent la bagarre même ». Francine Sawadogo, Directrice de campagne de l'UNIR/PS à Gourcy est plus précise : « rien qu'hier une femme a failli succomber à cette supercherie du parti CDP avec comme proposition indécente de vendre sa carte d'électeur pour une modique somme. On lui proposait de la racheter pour 5000 f à 10 000 f. Heureusement elle a eu la lumineuse idée de demander l'avis de son mari qui la

Les mots de la Campagne



Courtesy Notre Afrik

«Le bon sens démocratique voudrait que le peuple tranche la question en l'absence de consensus de la classe politique. Il se trouve qu'une telle procédure ne serait pas en porte-à-faux avec notre Constitution. Du reste, je vous rappelle que mon parti s'est déjà prononcé pour le principe de cette révision» ■

François Compaoré,
interviewé par Notre Afrik n°27,
novembre 2012



«Quand un voleur vous apporte à manger, mangez. Après, gratifier-le d'une gifle» ■

Zéphirin Diabre



«Quand des voleurs de cantine d'argent sont candidats à la représentation du peuple, il faut savoir que ceux qui les ont promu sont tous des voleurs» ■

Le Poê Naaba



DERNIER

Les intentions

A OUAGA

Le CDP et l'UPC se tiennent dans un mouchoir de poche

Première Question

Si l'élection avait lieu aujourd'hui, pour quel parti voterez vous ?

Dans l'ordre de la préférence des sondés : CDP 25%, UPC 22%, UNIR/PS 12%, ADF/RDA 8%, PDS/METBA 7%, PAREN 6%, Autres 12%.

Il y a eu un jeu de chaises musicales pour les deux premiers. Le CDP prend la tête avec à peu près le même nombre de points que l'UPC au premier sondage. L'UPC baisse de deux points et se retrouve deuxième. Il est donc fort probable que la première place au Kadiogo se joue entre les deux. Le fait que l'UPC puisse ainsi challenger le CDP, pour sa première élection est l'évènement de ces élections. On le voit d'ailleurs dans la campagne. Ce sont les deux qui se toisent dans les quartiers, dans les villages et dans les provinces, en témoigne l'altercation survenue à Tansarga, dans le village de Yonli, le 28 novembre. La suprématie pour le contrôle de la ville devrait se jouer entre ces deux.

La troisième et la quatrième place ont changé de titulaire. L'UNIR/PS détrône le PAREN et surclasse le PDS/METBA. Il se classe troisième à Ouagadougou. Suivent l'ADF/RDA et PDS/METBA avec respectivement 8 et 7%. Les deux partis ont perdu des points, comparés au premier sondage. Le PAREN de troisième se retrouve derrière tout le monde avec 6%. On aura noté l'effet pervers de l'émission des voix. 21% des voix se sont perdues sur d'autres partis. Des voix perdues, puisque insuffisantes pour donner un député à la multitude de partis sur lesquels elles se sont portées. Si ces gens décident de faire un vote utile, le sort du scrutin pourrait s'en trouver changé. Les grands partis pourraient divinement consacrer les deux derniers jours de campagne à ces électeurs. Ils sont nombreux ; 21%.

Deuxième question

Le déroulement de la campagne a-t-il influencé votre choix ?

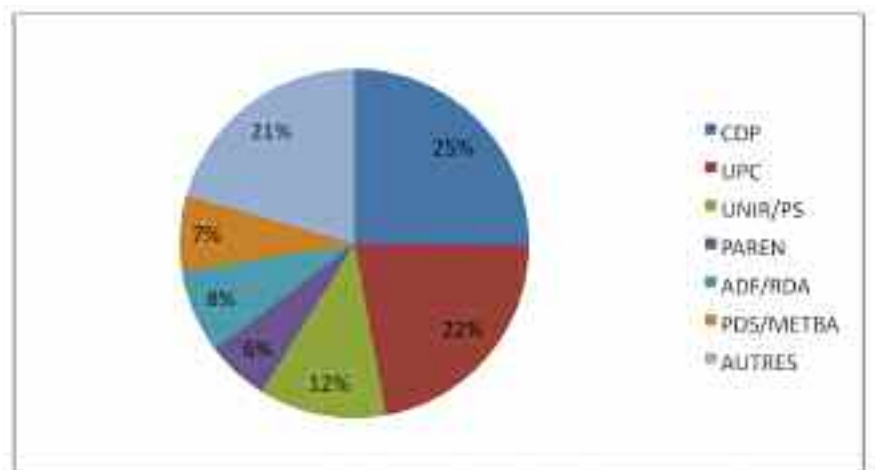
61% des sondés se sont déterminés, influencés par la campagne. C'est dire que les citoyens suivent la campagne. Ce qui est une bonne chose. On peut aussi attribuer cela à l'engagement des partis dans la campagne. Certes, un nombre non négligeable des 74 partis à disparu dans la nature, une fois les subventions de l'Etat en poche. Mais beaucoup se sont investis. Les émissions du CSC, ont été pour l'essentiel honorées. Dans le classement, les partis pronostiqués se sont investis et ont occupé convenablement leur temps d'antenne. Mais le classement reflète grandement la visibilité sur le terrain. L'occupation de l'espace public est donc bien récompensée.

Troisième question

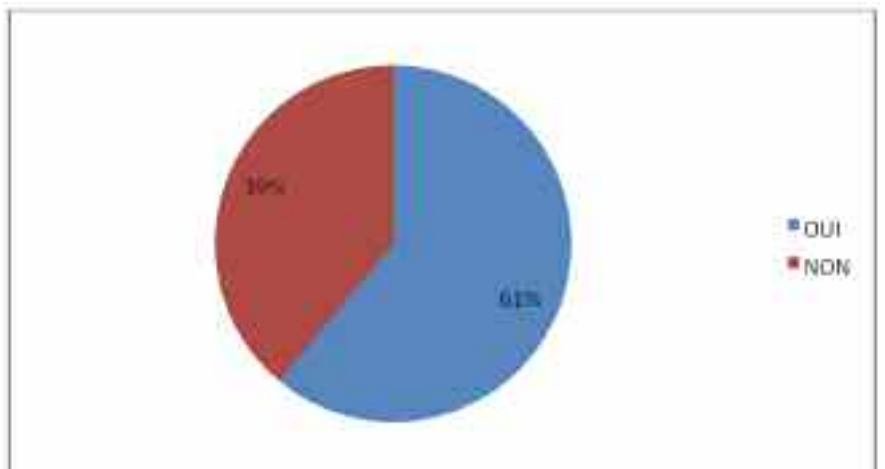
La répartition des sondés par sexe montre une dominance des hommes. Le genre n'est pas respecté. Sauf qu'en la matière, la discrimination se trouve déjà, dans l'enrôlement de la CENI. Selon les chiffres rendus publics, les femmes sont 47,62% à avoir été enrôlées, contre 52,35% d'hommes. De façon fine, aussi, peut-être que dans la ville de Ouaga, les femmes se sont peu enrôlées. C'est un autre enseignement à l'intention des partis.

Ce sont les derniers sondages que nous sommes autorisés à réaliser avant le scrutin du 2 décembre. Dès vendredi minuit, la campagne va s'arrêter et toutes les activités qui vont avec. Ce dernier sondage donne les évolutions qui se sont produites durant la campagne. Beaucoup de sondés, dans une grande proportion, disent avoir été influencés par le déroulement de la campagne. Mais grosso modo, les deux premiers dans l'ordre, au premier sondage, pour chaque ville, se sont maintenus. A Ouagadougou, c'est toujours le CDP et l'UPC le duo gagnant. L'UPC perd 2 points et le CDP en gagne 5. A Bobo Dioulasso, le CDP

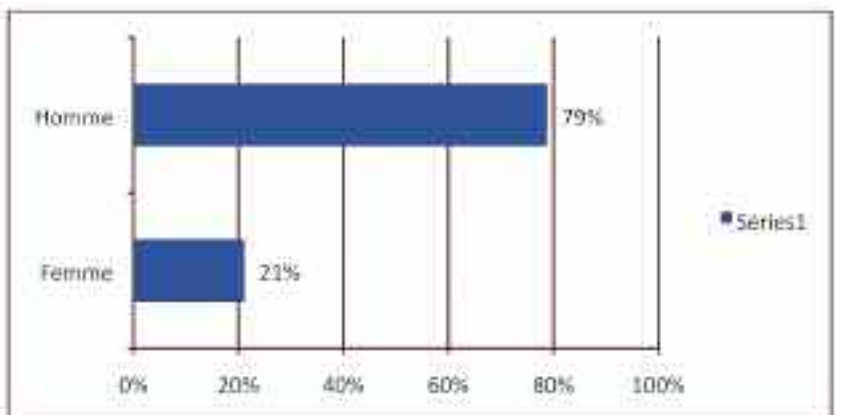
1°) Lequel de ces partis voterez vous, si l'élection avait lieu aujourd'hui ?



2°) Le déroulement de la campagne a-t-il influencé votre choix ?



3°) Sexe



ENTREPRISE DE SONDAGE D'OPINION
WWW...

SONDAGE

ont évolué

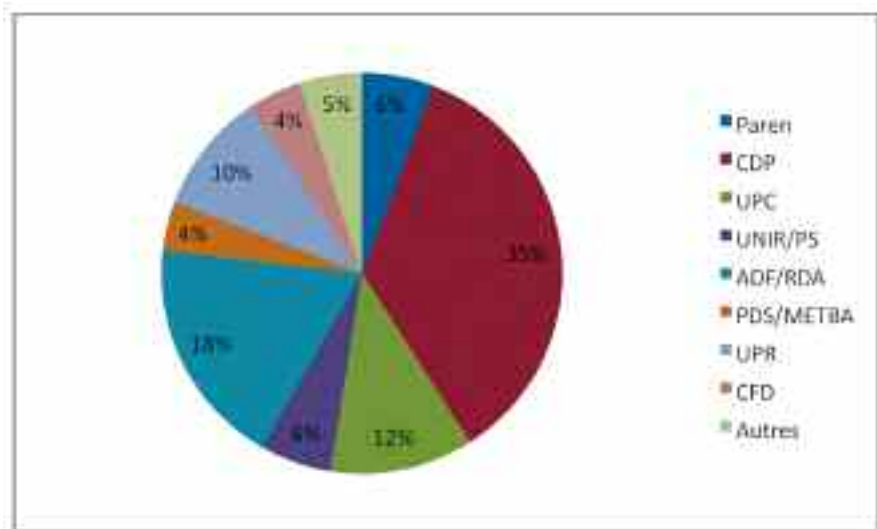
Par Newton Ahmed BARRY

A BOBO DIOLASSO

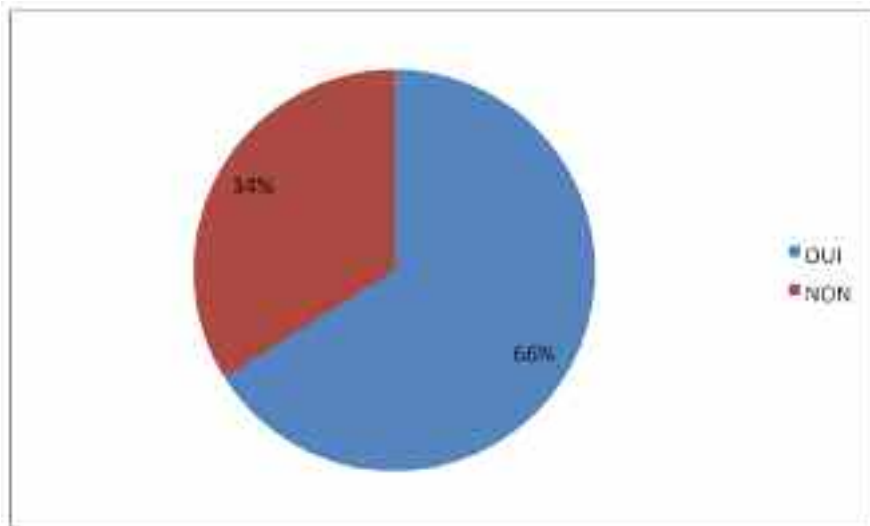
L'UPC fait une percée, le CDP perd des points mais reste toujours en tête

caracole en tête, mais perd plus de 20 points. L'ADF/RDA est toujours deuxième. Le fait nouveau, c'est la percée de l'UPC qui gagne près de 10 points. L'UPR, qui n'a pas été pronostiqué au premier sondage, fait son entrée dans le top 5. A l'opposé, le PAREN semble s'être effondré. Aussi bien à Ouaga qu'à Bobo, les intentions pour le PAREN ont dégringolé. A partir des informations du sondage et en extrapolant sur l'ensemble des deux circonscriptions, nous vous proposons nos projections sur les probables sièges pour les partis en compétition. Le sondage a été réalisé le 27 novembre sur un échantillon de 500 sondés par ville.

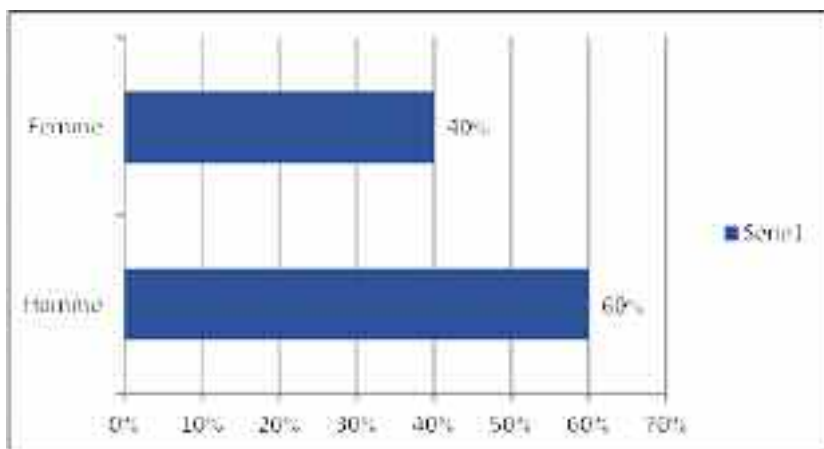
1°) Lequel de ces partis voterez vous, si l'élection avait lieu aujourd'hui ?



2°) Le déroulement de la campagne a-t-il influencé votre choix ?



3°) Sexe



L'ordre n'a pas changé depuis le premier sondage. Mais le CDP a baissé de forme. L'UPC a fait une percée, mais l'ADF/RDA reste deuxième.

Première Question

Lequel de ces partis voterez vous, si l'élection avait lieu aujourd'hui ?

Dans l'ordre de préférence des sondés voici le classement :

CDP 35%, ADF/RDA 18%, l'UPC 12%, UPR 10%, PAREN et UNIR/PS ex aequo 6%, CFD et PDS/METBA ex aequo 4%. Qu'en dire ? En une semaine le CDP a perdu près de 21 points dans les intentions des sondés. Le parti reste toujours premier dans la ville. Mais il n'a plus sa suprématie écrasante, du début de la campagne. Ses animateurs se sont-ils moins bien comportés que leurs rivaux sur le terrain ? Dans leur majorité, on le verra, les sondés se sont déterminés par rapport à la campagne électorale. En considérant ce facteur, l'UPC semble bien s'en sortir. De 4% dans les intentions de vote, à l'entame de la campagne, il se retrouve à 12%. Il détrône ainsi le PAREN relégué au 5^e rang. L'UPR fait aussi une entrée remarquable dans le top 5 de ce classement. Le parti de Toussaint Coulibaly revient dans le jeu. En 2007, il avait eu un député dans la ville avec 7,9%. Avec ses 10% il devrait au pire, préserver son siège. La curiosité reste le cas du PAREN. Il avait paru très en forme à l'entame de la campagne. Il a perdu près de la moitié des intentions après une dizaine de jours de campagne. Que c'est-il passé ? On pourrait penser encore à l'effet de campagne. Mais c'est loin d'expliquer une dégringolade d'une telle ampleur. L'UNIR/PS reste constant. Il a perdu seulement un point. Avec 6%, il améliore son score de 2007, en considérant que Bassière, son tête de liste actuel avait eu avec l'UPS 4,96% et un siège à la clé.

Dans l'ensemble donc et contrairement à Ouaga, la hiérarchie dans la ville ne devrait pas changer. Bobo Dioulasso devrait rester largement dans le giron de la mouvance présidentielle. En additionnant les scores du CDP (35%), de l'ADF/RDA (18%) et l'UPR (10%) on se retrouve avec une ville, à près de deux tiers, acquise à la mouvance présidentielle.

Deuxième question

Le déroulement de la campagne a-t-il influencé votre choix ?

66% des sondés ont répondu oui. Là encore la campagne semble avoir été bien suivie. Les scores reflètent donc le dynamisme des équipes de campagne. A Bobo deux partis semblent avoir tiré leur épingle du jeu. L'UPC qui triple son score et l'UPR qui revient dans le jeu. Le CDP a-t-il moins bien manœuvré ? C'est possible. L'ADF reste stable avec 18%. Le parti a entamé la campagne à 19%. Cela pourrait signifier que ses appuis sont sûrs. Le parti reste le deuxième de la ville. Une position conquise depuis 2007.

Un phénomène propre à Bobo Dioulasso, l'émiettement des voix est presque nul. Seulement 5% des voix se sont perdus sur les autres prétendants. C'est dire que c'est une ville à l'électorat cristallisé. En cela la performance de l'UPC bouscule réellement les traditions. Et si l'on regarde l'évolution des intentions, c'est sur le CDP que le parti de Zeph semble avoir fait son marché.

Troisième question

La composition de l'échantillon, est déséquilibrée dans le genre. Mais moins qu'à Ouaga. Dans l'échantillon de Bobo Dioulasso, il y avait 40% de femmes. Cela pourrait refléter les proportions des inscriptions dans la ville ■

Projection de sièges de députés

OUAGADOUGOU :

En agrégeant les résultats des deux sondages (17 novembre et 27 novembre) et en considérant deux autres facteurs, le reste de la circonscription, les villages notamment pourraient aller au CDP, tandis qu'un vote utile, les voix émiettées pourraient profiter à l'UPC. En considérant cela : notre projection est la suivante :

CDP : 2 à 3 sièges	UPC : 2 à 3 sièges	UNIR/PS : 1 à 2 sièges	ADF/RDA : 1 siège	PDS/METBA : 1 siège	PAREN : 1 siège
-----------------------	-----------------------	---------------------------	----------------------	------------------------	--------------------

BOBO DIOLASSO :

En considérant les mêmes paramètres et surtout le fait que l'électorat est cristallisé, mais avec des possibilités d'érosion de la position du CDP, notre projection est la suivante :

CDP : 2 à 3 sièges	ADF/RDA : 1 à 2 sièges	L'UPC : 1 siège	L'UPR : 1 siège	UNIR/PS : incertains	PAREN : incertains
-----------------------	---------------------------	--------------------	--------------------	-------------------------	-----------------------

LE 2 DÉCEMBRE

Les résultats centralisés par le VSAT

La liaison VSAT, c'est la plate-forme par laquelle les résultats des couplées de décembre 2012 seront transmis des 45 provinces à la CENI. Cette option devrait permettre de recevoir et traiter les résultats dans un délai plus bref qu'auparavant. Avec le Vsat, les premiers résultats des législatives pourraient être connus dès le lendemain 3 décembre dans la soirée. Pour les municipales dont le nombre de circonscriptions (370) est plus grand, il faudra 48 heures supplémentaires. Le président de la CENI pense qu'avec la nouvelle technologie, le 7 décembre au plus tard, tous les résultats, provisoirement, (législatives et



Le président de la CENI (milieu) entouré des fournisseurs de la technologie

municipales) devraient être connus. Ibrahima Guimba-Saidou, directeur général de *SESBroadland Services* en Afrique (fournisseur de la technologie), a expliqué tous les

avantages du Vsat qui va mettre une rapide et fiable centralisation des résultats. Pour ces couplées, on ne devrait pas voir des urnes trimbalées derrière des mobylettes avant le

décompte des voix. Le décompte est fait sur place, les résultats sont transmis à la circonscription qui se charge de les centraliser avant de les acheminer vers Ouagadougou qui valide et proclame. Et tout ça en vidéo direct et en instantané. La version VSAT actuelle installée au Burkina Faso est la dernière version. De par le passé, d'autres pays avaient utilisé la même technologie, en version moins sophistiquée que celle acquise par le Burkina Faso. La CENI à travers Barthélémy Kéré est visiblement satisfaite de l'état de préparation des opérations de vote. L'institution et l'opérateur assurent que les résultats seront donnés avec diligence. On ne peut ne pas rappeler qu'au Togo, le Vsat n'avait pas empêché des résultats contestés. Idem en RDC. Et c'est le même opérateur, qui nous installe le Vsat qui avait «*déployé son expertise*» dans ce dernier pays cité ■

Wilfried BAKOUA N

leurs chances dans cette province sont très présents pour soutenir leurs candidats. Le président du parti s'est déplacé pendant la précampagne. Et ce 28 novembre Arba Diallo était encore là. Le parti s'est fixé comme objectif de prendre un des deux postes de députés et d'avoir aux moins trois des 13 communes de la province. La seule difficulté, ce sont les travaux champêtres. Les récoltes ne sont pas encore terminées. De nombreux paysans sont toujours au champ. Mais le PDS a trouvé une stratégie pour toucher le maximum d'électeurs. Les meetings et les assemblées générales s'organisent en fonction de la disponibilité de l'électorat ■

MZ

rassurés, à l'image de Lamine Sawadogo. Tahéré veut la mairie pour se venger : «*Si c'est au temps de nos grands parents, lorsqu'un prétendant à la chefferie perd le pouvoir, il doit automatiquement s'enfuir et changer de ville sinon ce dernier ne s'entendra jamais avec le chef officiel. Il arrive même que ces perdants cherchent à se venger. C'est pas prudent* » ■

Michaël Pacodi, envoyé spécial de l'Événement au Nord
pacomik@yahoo.fr

PDS METBA

L'exemple de Dori s'exporte à Orodara

C'est la première fois que Mahamoudou Barry sollicite les suffrages des électeurs. Candidat tête de liste pour les législatives pour le compte du PDS Metba dans la province du KénéDougou, le jeune entrepreneur a mis entre parenthèses ses multiples activités pour se jeter dans la campagne électorale. Mahamoudou Barry est un militant de base du parti de Arba Diallo depuis plusieurs

années, et cette fois-ci le parti l'a propulsé tête liste. Il veut se frayer un chemin parmi les 22 autres partis politiques présents à Orodara pour ces législatives. Et depuis qu'il y croit, il ne veut plus perdre une journée à Bobo où il réside. Il y a seulement 2 postes de députés pour la province avec 23 partis en compétition. Mais Barry ne veut pas qu'on lui parle des autres partis et ne s'intéresse pas à ce qu'ils font. Ce qui le préoccupe c'est comment convaincre l'électorat. Son

argument de taille, c'est le bilan du président du parti à Dori. Cette ville est aujourd'hui loin devant Orodara en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Pourtant, Orodara est beaucoup plus nantie que cette terre aride de Dori. Mais Arba Diallo a pu la transformer. Barry a déjà parcouru les 13 communes de la province avant la fin de la campagne. Il a d'ailleurs commencé un deuxième passage depuis le 27 novembre. Les responsables du parti qui croient à

GOURCY

Accalmie définitive ou repli tactique ?

Gourcy aura à elle seule, symbolisé les bouleversements qui se sont produits ces derniers temps au sein du CDP. Avant le fameux congrès «*purge*» de mars 2012, un premier épisode de la lutte FEDAP/BC versus CDP s'est joué ici autour de la chefferie. Ce

round a été emporté par l'aile CDP. Puis sont arrivées les couplées de décembre 2012. La première phase du processus, avec l'appui de la justice, a été emportée par l'aile FEDAP/BC. Il reste maintenant le scrutin lui-même. Depuis l'épisode judiciaire, c'est le calme plat. Sur le terrain, les partisans du CDP (originel) se font

discrets. Lassané Sawadogo n'aurait pas supporté le coup de massue de la justice. Lui et les siens ont décidé donc d'observer la campagne. Du côté de naaba Baongo, on se rassure comme on peut. Certains pensent que le beau père, candidat malheureux à la chefferie ne briguera pas la mairie. D'autres ne sont pas

Blanchiment d'argent et corruption dans la campagne?

Depuis le lancement de la campagne pour les élections couplées, deux phénomènes suscitent interrogations et surtout inquiétudes chez bien de citoyens. Il s'agit de l'importance des moyens financiers déployés par les partis en lice et les promesses faites aux populations. A notre avis, ces pratiques, même si elles ne sont pas interdites ou règlementées par la loi électorale, peuvent et doivent donner l'occasion à l'ASCE et la Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière (CENTIF) de débusquer des opérations de blanchiment d'argent et des faits de corruption.

Du blanchiment

Le blanchiment d'argent consiste à dissimuler l'origine d'argent acquis de façon illégale afin de le réinvestir dans des activités légales.

La loi a créé une structure chargée de traquer l'argent sale, c'est la CENTIF. L'importance des moyens mis en œuvre pour financer la campagne de certains partis est de nature à soulever les interrogations légitimes suivantes: D'où proviennent les fonds utilisés pour confectonner les gadgets? Quelle est l'origine de l'argent distribué dans certains meetings? Quels sont les circuits utilisés par cet argent?

En effet, il est de notoriété publique que les militants ne cotisent pas. Alors d'où viennent ces milliards injectés dans la campagne? Proviennent-ils de dons? Qui sont les si généreux donateurs? Pourquoi font-ils ces dons? Il est nécessaire de certifier que cet argent ne provient pas d'activités illégales (corruption, détournement essentiellement).

Ensuite il est impérieux de savoir les circuits utilisés: cet argent vient-t-il de comptes bancaires? Si oui il doit y

avoir une traçabilité que la CENTIF gagnerait à identifier afin de déterminer comment, quand et par qui ces comptes ont été approvisionnés. Cet argent vient-t-il de malles (comme celles de l'affaire Guiro)? Comment furent-t-elles approvisionnées? Les dispositions de la loi 026-2006/AN permettent de lever le secret bancaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment, CENTIF au boulot donc pour éviter l'intégration d'argent sale dans les circuits économiques.

De la corruption

Faire, s'abstenir de faire ou faciliter quelque chose en échange d'une promesse d'un cadeau d'une somme d'argent ou d'avantages divers relève de la corruption. Comment interpréter les distributions d'argent durant cette campagne? Depuis l'ouverture de la campagne, on assiste à des promesses mirobolantes faites aux populations

par les candidats en lice. Le rôle du député est pourtant très clair, consentir l'impôt et contrôler l'action gouvernementale.

A quoi assimiler les promesses d'argent ou d'infrastructures faites aux populations pour obtenir leurs voix? N'est-ce pas une forme de corruption? L'ASCE va-t-elle rester silencieuse devant cette apologie de la corruption? Quelle idée de la politique et surtout de l'accomplissement du devoir citoyen (voter) donne-t-on à la nouvelle génération? Nous pensons que la CENTIF et l'ASCE tiennent une occasion en or pour traquer et faire poursuivre les éventuels auteurs de blanchiment d'argent ou de corruption durant cette campagne à contrario donner plus de respectabilité à ceux qui aspirent représenter le peuple ■

Dibgonlongo Barké

Les potins

Comment a-t-on choisi les imprimeries ?

C'est le choix de l'imprimerie du maire de Nongr Massom, l'imprimerie Martin pêcheur, pour l'impression des bulletins de vote, qui pose sûrement une question de conflit d'intérêt. Le propriétaire de l'imprimerie est aussi candidat à une des élections. Au niveau de la CENI, le commissaire en charge des bulletins que nous avons joint, fait effectivement le constat et dit en avoir parlé à qui de droit. Pourquoi, l'opposition représentée au niveau de la CENI, n'a pas élevée une protestation? «*Nous l'avons su tard*» a répondu, le même commissaire qui représente aussi l'opposition à la commission électorale. Il faudra vraiment réfléchir au rôle de l'opposition dans la commission électorale. Sans être méchant, les commissaires de l'opposition sont les vrais ennemis de l'opposition à la CENI. Tout leur passe dessus, comme l'eau sur les plumes d'un canard. Quand même? A ce rythme ne faudrait-il pas laisser l'administration organiser les scrutins? Les fonctionnaires ont au moins l'excuse de la subordination hiérarchique ■

Un citoyen qui a mal à sa conscience !

Un gestionnaire de télécadre à ouaga au sect 28, nous a appelé pour signaler que des individus venaient régulièrement faire des photocopies recto verso des cartes d'électeurs. Le fait l'avait intrigué. Il avait posé des questions, mais les intéressés étaient restés vagues. C'est quand il a lu notre confrère LePays, dans sa livraison du 23 novembre qu'il a compris ce qui se tramait. Il a appelé L'Événement pour donner son témoignage de citoyen ■

LUTTE CONTRE LE TABAGISME

Taxer plus le tabac pour dissuader les fumeurs

Par Wilfried BAKOUAN

Pour s'acheter un paquet de cigarette en Europe, il faut compter dans les 5 Euros. En Afrique au sud du Sahara, son coût est dérisoire. 600 FCFA au Burkina, soit moins d'un Euro. C'est ce qui rendrait difficile les efforts dans la lutte contre le tabagisme. Convaincus qu'une taxation conséquente des produits du tabac contribuera à limiter sa consommation, le Consortium de recherches économique et sociale (CRES) basé à Dakar a initié avec le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) le projet régional de recherche-action sur la taxation des produits de tabac en Afrique de l'ouest. Ce projet qui a impliqué des chercheurs et des Professeurs d'université des pays de la CEDEAO, part du principe que le tabac cause plus de 6 millions de morts chaque année dans le monde et selon les statistiques de l'OMS, ce chiffre pourra atteindre 10 millions dans la prochaine décennie.

Ainsi, les populations à faibles revenus des pays les moins avancés sont durement touchés par le fléau. Une augmentation des prix du tabac à travers une forte taxation rendrait sa consommation dissuasive par ceux-ci. C'est un peu comme pour dire «mieux



Pendant 3 jours, ils ont mis à commun leurs connaissances pour lutter contre le tabagisme dans l'espace CEDEAO

Le Pays

vaut manger plutôt que de fumer». L'impôt à l'origine étant destiné à financer les dépenses publiques, son augmentation permettra de faire d'une pierre deux coups dans le cadre de la lutte contre le tabac. A court termes, les Etats pourront bénéficier d'entrée de devises et la conséquence de ce surcroît de taxation se traduira par un ralentissement de la consommation du tabac, ne serait-ce que chez les ménages pauvres. On trouve donc à travers l'instrument de politique économique qu'est l'impôt, une mesure «simple moins coûteuse et efficace de lutte contre le tabagisme». Les travaux de l'atelier de Ouagadougou qui s'est ouvert le 26 novembre dernier, devraient permettre aux 15 pays membres de la CEDEAO de voir quels sont les points communs entre eux dans la lutte contre le phénomène. Il s'est agi donc d'un partage des dispositifs dont dispose chaque pays dans le domaine et la définition des agendas nationaux de l'application des mesures prises par la communauté. Ainsi, l'atelier permettra d'instituer une synergie entre la recherche-plaidoyer et la prise de décision ce qui manque le plus à la gouvernance dans les pays Africains. Pour marquer l'intérêt du Burkina pour les travaux de l'atelier, le directeur général des impôts et le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale représentant du ministre Djibril Bassolet ont pris part à la cérémonie d'ouverture ■

PROCÈS DES MILITAIRES

Les regrets des premiers comparus



Le Siège du Tribunal Militaire

L'Événement

Le procès des corps habillés soupçonnés d'avoir perturbé l'ordre public l'année dernière lors de la violente mutinerie était à son deuxième jour ce mercredi 28 novembre au tribunal militaire de Ouagadougou. Ils étaient dix à la barre. Tous viennent de l'intérieur du pays notamment Garango et Pabré. Ils étaient poursuivis pour incitation à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline

militaire, voies de fait envers des supérieurs pendant le service, séquestration, révolte, refus d'obéissance, vol aggravé, détention et ports illégaux d'armes et munitions, association de malfaiteurs. Pratiquement tout tournait autour de la personne de MDL Ouédraogo Wahabo. La quasi-totalité de ceux qui défilaient à la barre soutenait avoir été contraint par ce dernier. Ils avaient ainsi comme ligne de défense de charger celui-ci de

leur mésaventure. Il fut d'ailleurs le premier à comparaître devant le tribunal militaire. Il est le seul à être radié et cela, en dehors de toute procédure : chose que le parquet a jugé normal puisqu'il a commis une faute lourde. A la question de savoir s'il reconnaissait les charges à lui reprochées, il répond par la négative avant de se contredire dans ses développements sur certains points, notamment la révolte. En effet, il

reconnaît s'être rebellé contre son supérieur qui leur menait la vie dure. Selon ses allégations, leur premier contact avec le supérieur n'a pas été du tout aimable. Celui-ci leur aurait dit que « je suis à quelques jours de ma retraite, donc je ne crains plus rien, celui qui s'amuse je lui brise ses ailes » ; mais le motif déterminant qui l'a poussé à la révolte ce sont les récurrentes injustices d'ordre financier que lui et ses frères d'armes subissaient. «Chaque fois quand on revient des missions le partage là n'est pas ça, nous on fait le travail et eux ils prennent l'argent là pour aller boire avec leur copine dans les bars, alors que notre mission là est très risquée, on a même perdu un ami dans ça», renchérit-il. Notons par ailleurs que son audition fut truffée de prises de bec avec le commissaire du gouvernement. Celui-ci ne s'est pas empêché de lui dire qu'il n'a rien d'un enfant de cœur et que c'est lui qui a entraîné les autres dans le pétrin. Le commissaire a été interpellé sur ses propos par la défense. Wahabo, à la fin de son intervention, souligne que le commissaire lors de la procédure lui a dit qu'il l'enverrait le jour du procès dans la lune sans fusée. Tantôt il se défendait contre les allégations des autres prévenus, tantôt contre le parquet. Beaucoup d'entre eux sur un ton pathétique demandèrent la clémence du tribunal tout en affirmant regretter amèrement leur incongruité. Disons que le verdict n'a pas été rendu en notre présence pour des raisons de contraintes de temps. Nous nous sommes retirés à dix-huit heures pendant la pause pour un procès ayant débuté autour de huit heures et qui devrait se poursuivre dans la nuit ■

Hamidou TRAORE

Cinq condamnations déjà prononcées

Le premier jour du procès le 27 novembre, cinq ex-militaires avaient comparu pour les mêmes chefs d'accusation. Quatre étaient effectivement à la barre, le cinquième était en fuite. Un des prévenus Francis Sawadogo a dit devant le tribunal que «c'était le diable qui avait pris possession d'eux», cela n'a pas suffi à attendrir le cœur du tribunal. Ils ont été tous condamnés à des peines d'emprisonnement. Abdoul Kader Sankara écope de 6ans d'emprisonnement ferme, 5 pour Hamidou Borro, 5 avec sursis pour Francis Sawadogo, 6 avec sursis pour Zoumoukou Somda. Seydou Zerbo, en fuite à été condamné par défaut à 10ans d'emprisonnement ferme. Un mandat d'arrêt à été lancé contre lui.

Dernière minute

A TANSARGA L'UPC empêché de meeting

Les militants de l'UPC n'ont pas pu tenir leur meeting du 28 novembre prévu à Tansarga, village natal de Ernest Paramanga Yonli CDP. Arrivés sur les lieux dans les environs de 15 heures malgré l'escorte des gendarmes, des individus identifiés comme étant des frères de Yonli ce sont opposés à la tenue du meeting sous le prétexte que «l'UPC peut battre Yonli partout mais pas à Tansarga». Pour le CB de la gendarmerie, «c'est une réalité. La tension était vive».

Basidou KINDA

SOUNGALO APOLLINAIRE OUATTARA

Beaucoup de leçons seront tirées à l'issue de ces élections

Quel bilan vous dressez après une semaine de campagne électorale dans le Houet en tant que directeur provincial de campagne du CDP ?

Après une semaine de campagne politique on ne peut pas parler de bilan. On ne peut pas parler d'éléments chiffrés. Mais ce que je peux dire c'est que le CDP a organisé un certain nombre de meetings pour expliquer le programme à l'électorat. Nous avons mené cette campagne sur la base de deux stratégies. Au niveau du Houet dans les meetings nous avons constaté une très forte mobilisation aussi bien dans les communes rurales que dans les arrondissements de Bobo Dioulasso. Il y a une ferveur de toutes les composantes de la société autour du programme du CDP.

Vous l'avez reconnu, il y a des partis qui émergent à Bobo. Vous ne les avez pas nommés mais je pense à l'ADF/RDA, à l'UNIR/PS et même l'UPC qui vient de naître. Est-ce que vous ne risquez pas de perdre ?

Vous savez que notre pays sur le plan politique a donné une large ouverture à l'expression démocratique. Cet élargissement démocratique cultive le pluralisme politique. Il est donc normal que des partis puissent émerger sur la

scène politique. Chaque parti va à la conquête de l'électorat. Pour ce qui nous concerne nous avons un programme cohérent que nous défendons.

3 députés sur les 6 pour le CDP à l'issue de ces élections. Est-ce une défaite ou une victoire pour vous ?

Je ne suis pas accroché à des chiffres. Pour moi, ce qui compte c'est de mener une campagne apaisée, une campagne sans faille et qu'à la fin le CDP remporte une victoire totale, éclatante et sans faille.

Vous l'avez dit au cours de la rencontre avec les militants CDP de la SOFITEX, le problème d'emploi des jeunes est plus sensible à Bobo qu'ailleurs. Beaucoup d'entre eux sont déçus des politiques de tous bords et disent clairement qu'ils n'iront pas voter le 2 décembre. A qui la faute ?

La campagne, c'est aussi l'occasion d'aller vers les populations, d'écouter leurs préoccupations et d'en tenir compte. A l'issue de la campagne beaucoup de leçons vont être tirées. Aujourd'hui, il y a un programme d'emplois pour les jeunes. Cette campagne nous permet d'être à



L'Événement

l'écoute de la jeunesse battante de Bobo, d'apporter toutes les corrections nécessaires à ce programme là où cela doit se faire et de l'enrichir par d'autres propositions que la campagne permettra de recueillir.

Les problèmes de lotissements sont aussi l'un des thèmes majeurs de la campagne à Bobo. La gestion des maires CDP est décriée et apparemment le message de l'opposition passe à ce niveau. Est-ce

que quelque part votre parti n'a pas laissé faire ?

Il est très facile quand on n'a pas de bilan, de critiquer le bilan des autres. Les gens prennent des éléments qui sont comme des appâts pour présenter à l'électorat. Mais je crois qu'aujourd'hui les gens savent apprécier les situations et faire des choix responsables. Dans la province du Houet, les écoles sont en train d'être construites dans pratiquement chaque village. Les CEG sont construits dans les chefs-lieux de communes rurales. Le gouvernement a un programme pour construire des centres médicaux avec des médecins dans chaque chef-lieu de commune rurale. Il y a un programme d'électrification des communes rurales. Il y a un programme de pistes rurales. Il est très facile de prendre certaines situations et de les décrire. Tout ce qui se fait dans la décentralisation, dans les communes se fait à hauteur d'homme. C'est la même chose pour les parcelles. C'est une longue période d'apprentissage. Ces élections devraient permettre de mettre en place des conseils municipaux plus matures ■

Entretien réalisé par
Moussa ZONGO
envoyé spécial à l'Ouest

ADF/RDA

Koupiendieli a parlé à ses «sujets»

Le parti de l'éléphant a tenu un meeting le 25 novembre 2012 à Tigba. Une localité située à environ 40 km de Fada sur la route de Ouagadougou. Avec Koupiendieli, en campagne, la coutume a pris le dessus. Le patron du parti, Me Gilbert Ouédraogo, qui a fait le déplacement, a su que «*tôle n'est pas tôle*», comme dit, la publicité ivoirienne sur les tôles.

«*Je suis parmi vous d'abord en tant que roi du Gulmu (il règne sur les cinq provinces que compte la région de l'est) avant d'être un député. J'ai été roi pendant sept (7) ans avant d'être élu député à l'Assemblée nationale en 2007. Je demande encore en 2012 vos voix*» Ainsi parla Koupiendieli. Les sujets, sortis nombreux, ont réagi comme tel. Les paroles du roi étaient accompagnées d'acclamations et de roulements de tam-tam dans la pure tradition Gulmu. «*Le 2 décembre, votez l'éléphant aussi bien pour les députés que pour les conseillers municipaux*» a ordonné Koupiendieli et dans sa tête, c'est comme si c'était déjà fait : «*Ma crainte, ce sont les fraudes. C'est la seule situation qui fait que nous doutons. Sinon, nous sommes sûrs de la victoire*», conclu-t-il sentencieux.

Le Koupiendieli ne fait pas de promesses

Le roi ne promet pas, c'est connu. Il explique. Koupiendieli a expliqué le rôle dévolu au député. «*Le rôle du député, c'est de voter les lois telles que le budget* » Et d'ajouter «*Le rôle du député, ce n'est pas construire une*



L'Événement

école, un dispensaire ou un barrage. Ce n'est pas du tout dans ses prérogatives. Mais il est l'oreille et l'œil avisés des populations auprès du gouvernement pour obtenir ce que la population sollicite. Nous serons des intermédiaires, mais à condition que vous votiez le 2 décembre prochain et qu'au dépouillement des bulletins on trouve l'éléphant partout qui domine»

10.000 FCFA pour Tigba

Me Gilbert Ouédraogo, qui n'est pas encore naaba, a dû quand à lui mettre la main à la poche et bien sûr faire des propositions. Il a invité surtout les populations à ne pas céder aux provocations d'où qu'elles viennent car dit-il «*l'éléphant est une force tranquille. Il ne provoque pas et ne répond pas aux provocations d'où qu'elles viennent*». Pour gagner, il faut des bulletins sans tache. Pour cela, il faut rincer les yeux des électeurs. Et quoi de mieux, pour cela qu'un billet de 10 000 f cfa craquant. Les ivoiriens diront un «*tais-toi*». Avant de prendre

congé, Gilbert Ouédraogo a remis à la commune rurale de Tigba, la somme de 10.000FCFA et 1 million de FCFA pour les cinq (5) autres que compte la province du Gourma à savoir Fada, Diapangou, Diabo, Yamba et Matiakoali.

Un bémol tout de même. Au cours de ce meeting, l'ADF/RDA qui réclame avec fierté la loi sur le quota genre a dû se contenter de slogan sur les t-shirt : «*votez l'ADF/RDA pour la promotion de la femme*». Quand le roi est là, la femme se cherche. Aucune femme n'est montée sur le podium.

Tigba en quelques mots

La population est estimée à 5000 habitants. Cette commune rurale compte cinq (5) écoles primaires et un lycée. Quant aux infrastructures sanitaires, elles comprennent un CSPS. L'accès à l'eau est un parcours du combattant ■

Basidou KINDA
envoyé spécial à l'Est

LA MÉTHODE UNIR/PS

Faire comme le chat : «observer avant de faire le bon bond»

L'Union pour la Renaissance/Parti Sankariste (l'UNIR/PS) a voulu rompre avec la méthode standard des campagnes électorales. Ainsi, pendant que les autres formations politiques rivalisaient à inonder la ville de Ouagadougou de leurs affiches, la direction de la campagne de ce parti a adopté la stratégie de chasse du chat qui consiste à bien observer sa proie avant de faire le bon bond. Nous avons été à son siège dans la soirée de ce mardi 26 novembre. «*Observer avant de réagir*» voilà comment Mr Bernard TAGO, chargé de la campagne du parti résume la tactique. La première semaine a consisté à observer le climat général de la campagne électorale et réagir efficacement dans la deuxième et dernière semaine. La matérialisation de cette réaction s'est manifestée par «*l'opération Renaissance*» où il a été question d'enrégimenter des jeunes volontaires du parti qui devraient se poster à des endroits jugés stratégiques de la cité aux heures de pointe avec des pancartes. On peut lire sur ces aphorismes : «*pour mettre fin au règne des pilleurs*», «*pour la réglementation des loyers*», «*pour le respect des droits au travail*», «*pour l'indépendance réelle du Burkina Faso*»... Mr Bernard qualifie cette méthode d'écologique car cela permet

de freiner un temps soit peu la destruction des forêts pour la confection des papiers d'affiche et épargne aux arbres d'être utilisés comme des tableaux publicitaires. Notre interlocuteur n'a pas du tout apprécié l'angle sous lequel notre journal traite son parti. Et plusieurs articles ont été incriminés. Le plus emblématique était lorsque l'Événement mettait en exergue à sa Une le challenge Zéphirin Diabré-François Compaoré. «*Je ne comprends pas pourquoi votre Journal ne veut pas nous reconnaître la place qu'on occupe au sein de l'opposition, après tout nous sommes le chef de file de l'opposition*» s'offusque t-il. Dans notre parcours analytique sur les persistantes allégations d'achat de conscience ou des cartes d'électeur Mr Bernard tout en déplorant ces attitudes, soutien que l'UNIR/PS reste serine car les électeurs sankaristes sont incorruptibles et que s'ils battent campagne c'est à cause des indécis. Il a terminé ses propos en apportant un démenti cinglant sur l'absence d'union entre des sankaristes. «*l'UNIR/MS devenu l'UNIR/PS en 2009 est un concentré de partis sankaristes, malheureusement malgré notre bonne volonté d'autres ont voulu faire chemin seul*», assure t-il ■

Hamidou TRAORE